

Unité départementale du Littoral  
Rue du pont de pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 02/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SEPD HD 10 (ex CCI Côte d'Opale)**

98 Boulevard Gambetta  
BP 269  
62200 Boulogne-Sur-Mer

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G3\SEPD\_entrepôt HD 10\_Port de commerce\_Boulogne sur Mer\_0007001135\2\_Inspections\2025-06-18-MED 2017\_CF  
Code AIOT : 0007001135

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2025 dans l'établissement SEPD HD 10 (ex CCI Côte d'Opale) implanté ZI port 62200 Boulogne-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEPD HD 10 (ex CCI Côte d'Opale)
- ZI port 62200 Boulogne-sur-Mer
- Code AIOT : 0007001135
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Bâtiment HD10 est un bâtiment de stockage du port de commerce de Boulogne sur mer; Il contient de la chaux qui est déchargée sur les navires. il est exploitée par la société EURODOCKS.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure du 20 décembre 2017	AP de Mise en Demeure du 20/12/2017, article 1	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La SEPD a bien fait les changements d'exploitant pour les arrêtés préfectoraux des bâtiments du port de commerce. Un porter à connaissance a été déposé pour changer la nature des produits stockés dans le bâtiment HD10 (chaux au lieu de produits céréalier).

Dans ce sens l'ensemble des points de la mise en demeure du 20 décembre 2017 sont donc respectés ou inadaptés;

il est proposé à monsieur le préfet du Pas-de-Calais d'abroger cette mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mise en demeure du 20 décembre 2017**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/12/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, visite du 5 septembre 2017
<b>Prescription contrôlée :</b>  La Société d'Exploitation des Ports du Détroit exploitant un silo plat dénommé D10 stockant des produits organiques dégageant des poussières inflammables sise Port de Commerce sur la commune de Le Portel est mise en demeure de respecter les dispositions des articles : <ul style="list-style-type: none"><li>- R 512-68 du code de l'environnement en procédant à la déclaration en préfecture de la prise en charge des installations de stockage du hangar D10 dans le délai d'un mois,</li><li>- des articles 19 et 20 de l'arrêté du 4/10/2010 susvisé en tenant à jour son carnet de bord des installations de protection contre la foudre dans le délai d'un mois et en rendant les installations de protection contre la foudre installées sur le site cohérentes avec les préconisations de l'étude technique dans le délai de trois mois,</li><li>- de l'article 10 de l'arrêté du 26/11/2012 susvisé en maintenant les locaux propres et en les nettoyant régulièrement dans le délai d'un mois. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières,</li><li>- de l'article 16 de l'arrêté du 26/11/2012 susvisé en sollicitant l'avis d'organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds et sur la conformité des installations électriques et du matériel aux dispositions des articles 16 et 17 de l'arrêté du 26/11/2012 susvisé dans le délai de trois mois,</li><li>- de l'article 26 III de l'arrêté du 26/11/2012 susvisé en contrôlant les produits en humidité avant stockage afin qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité et en respectant une périodicité des relevés de température à minima hebdomadaire tant que la température n'est pas stabilisée, dans le délai d'un mois.</li></ul> Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

## Constats :

- Concernant l'article R 512-68 du code de l'environnement un porter à connaissance a été déposé pour pouvoir stocker des produit minéraux pulvérulent comme la chaux. La demande porte sur un volume stocké de 8000 m<sup>3</sup> le site sera soumis à déclaration. Le changement d'exploitant de la part de la SEPD a également était réalisé pour l'ensemble des activités réalisées sur le port de Boulogne.
- Concernant les articles 19 et 20 de l'arrêté du 4/10/2010 il est demandé la tenue à jour du carnet de bord des installations de protection contre la foudre mais le passage à déclaration du stockage du bâtiment HD10 entraine la non soumission à l'arrêté du 04/10/2010 pour le bâtiment HD10.
- Concernant l'article 10 de l'arrêté du 26/11/2012 , le bâtiment contenait de la chaux, le bâtiment était propre, les abords nettoyés.
- Concernant l'article 16 de l'arrêté du 26/11/2012 , il n'est plus concerné car la nature du stockage a changé. Avant le stockage concernait des produits céréalier, à ce jour de la chaux.
- Concernant l'article 26 III de l'arrêté du 26/11/2012, il n'est plus concerné, en 2017 il y avait stockage de produits céréaliers qui ne sont plus stockés dans le HD10.

Le site est, à ce jour, soumis à enregistrement pour la rubrique 2160 (stockage de céréales), l'exploitant stocke désormais de la chaux, pour ce faire, le stockage étant soumis à déclaration, **l'exploitant doit réaliser une télédéclaration pour la rubrique 2516 pour régulariser cette activité.** Concernant la cessation d'activité pour la rubrique 2160, il doit réaliser sa notification de cessation d'activité;

Pour information: L'exploitant a également la possibilité de solliciter du préfet en même temps que la notification, sur demande expresse et justifiée, un report de la réhabilitation, ainsi que, le cas échéant, des opérations de détermination de l'usage futur. Ce dispositif remplace celui applicable, pour les installations dont la cessation d'activité a été déclarée avant le 01/06/2022, au cas où la cessation d'activité ne libère pas de terrain. Il s'applique notamment dans le cas où la poursuite du fonctionnement du reste du site ne permet pas de mener les opérations nécessaires à la réhabilitation. L'absence de réponse dans un délai de 4 mois vaut rejet de la demande. Le report fait l'objet d'une réévaluation périodique, qui vise à vérifier que les circonstances qui le justifient sont toujours d'actualité.

## Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sous 1 mois

- déclarer la rubrique 2516 par télédéclaration et non un porter à connaissance.
- notifier au préfet la cessation d'activité de la rubrique 2160 et demander le report de la réhabilitation

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure